



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers  
ud-16-86.dreal-na@developpement-durable.gouv.fr

Poitiers, le 30 décembre 2025

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 18/12/2025**

#### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Forteresse de Berrye**

2 rue du Château  
86120 Berrie

Code AIOT : 0100004434

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/12/2025 dans l'établissement Forteresse de Berrye implanté 2 rue du Château 86120 Berrie. L'inspection a été annoncée le 03/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Forteresse de Berrye
- 2 rue du Château 86120 Berrie
- Code AIOT : 0100004434
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCI Forteresse du Berrye a déclaré le 22 juin 2022 une activité de carrière au titre de la rubrique 2510-6 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. L'objectif de la carrière est d'alimenter le chantier de rénovation de la forteresse avec des pierres identiques à celles utilisées pour la construction de celle-ci. L'extraction se fait en souterrains, accessibles depuis les doutes, par le gérant de la société BPNR, à l'aide d'une haveuse. Elle est réalisée en pied de banc dans d'anciennes galeries, sur une hauteur de 1,5 à 2 m. La découpe des blocs est réalisée à l'extérieur de la carrière, dans les doutes, par un employé de la société BPNR. Ces pierres sont ensuite utilisées par les entreprises chargées de la rénovation des bâtiments.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 1.1.2 de l'annexe I	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 1.4 de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois
9	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 4.7 de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Règles d'implantation et d'aménagement	Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 2.1 de l'annexe I
4	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 2.5 de l'annexe I
5	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 3.2 de l'annexe I
6	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 3.4 de l'annexe I
7	État des stocks de produits – Registre des sorties	Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 3.5 de l'annexe I
8	Conduite de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 3.7 de l'annexe I

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant devra faire procéder au contrôle de ses installations par un organisme agréé, et mettre à jour le plan des installations à une fréquence annuelle.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 1.1.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b> « L'installation visée par la rubrique 2510-6 est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. [...] »
<b>Constats :</b> Par courriel du 1er avril 2025, il a été demandé à l'exploitant de transmettre le dernier rapport de contrôle de ses installations. À la suite d'échanges avec l'inspection, un délai jusqu'à fin 2025 a été accordé à l'exploitant afin de faire réaliser ce contrôle. Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que les bureaux d'études contactés ne sont pas en mesure de réaliser ce type de prestation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

<p>Au vu des échanges avec l'exploitant, un ultime délai de 6 mois est accordé pour la réalisation du contrôle. La liste des organismes agréés en fonction des rubriques pour lesquelles sont classées les installations peut être consultée sur le site <a href="https://aida.ineris.fr/reglementation/liste-organismes-agrees-rubriques-icpe-voir-point-4">https://aida.ineris.fr/reglementation/liste-organismes-agrees-rubriques-icpe-voir-point-4</a></p> <p>L'exploitant transmettra le rapport de contrôle de l'organisme agréé à l'Inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 2 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 1.4 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Implantation – Aménagement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Indépendamment des documents du dossier de déclaration, « de la preuve de dépôt de la déclaration » et éventuellement d'un arrêté préfectoral de prescriptions particulières, l'exploitant de la carrière doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Une attestation de la maîtrise foncière sur l'emprise de l'exploitation.</li> <li>2. Un plan de l'exploitation à une échelle adaptée à la superficie sur lequel seront portées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 200 mètres ;</li> <li>• la position des différentes bornes mentionnées à l'article 2.1 ci-après ;</li> <li>• les zones remises en état.</li> </ul> <p>Ce plan est actualisé annuellement.</p> </li> <li>3. Une note succincte indiquant la nature de la substance extraite, la quantité maximale de matériaux à extraire en mètres cubes et la quantité maximale à extraire par an, l'épaisseur moyenne pour laquelle l'extraction est projetée, la nature et l'épaisseur moyenne des matériaux de recouvrement ainsi que les cotes minimales NGF d'extraction.</li> <li>4. Pour les carrières visées à la rubrique 2510-6, la justification de la destination des matériaux conformément aux définitions de la rubrique 2510-6 comprenant le premier bon de commande ou tout document signé par le demandeur précisant la destination finale des matériaux et l'avis écrit du service départemental de l'architecture et du patrimoine du lieu où l'ouverture de la carrière est déclarée pour toutes les carrières visées par la rubrique 2510-6.</li> <li>5. Une description des modalités d'extraction et de remise en état du site.</li> <li>6. Les documents et registres prévus aux articles 3.5 et 4.7 du présent arrêté.</li> <li>7. Les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit, le cas échéant. Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme agréé chargé du contrôle périodique. »</li> </ol>
<p><b>Constats :</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. L'exploitant indique que le château et les douves sont détenus par la SAS Château de Berrye, et que les terrains au-delà sont détenus par le GFA Les Vignes de Berrye. Ces deux sociétés sont détenues par le gérant et son épouse. La parcelle n° 1818 sur laquelle est implantée la carrière appartient au GFA. L'exploitant dispose de l'acte notarié daté du 23 décembre 2019.</li> <li>2. Le jour de l'inspection, l'exploitant présente un plan de la carrière daté du 8 novembre 2022 conformes aux attendus et précisant les côtes au niveau du sol de cave, du ciel de cave, ainsi que celles des terrains en surface.</li> </ol>

3. La note succincte présentant l'activité a été présentée le jour de l'inspection et comporte l'ensemble des éléments susmentionnés.
4. L'ensemble des matériaux est destiné à la rénovation du bâtiment. Le gérant fait appel à un prestataire (société Bat et Pierre Naturelles du Richelais – BPNR) pour l'extraction et la découpe des blocs. Le jour de l'inspection, l'exploitant présente les factures relatives à ces prestations.
5. Le document relatif aux modalités d'extraction et à la remise en état a été présenté le jour de l'inspection.
6. Voir points de contrôles n° 7 et 9 ci-après.
7. L'activité ne génère aucun effluent. Aucune mesure de bruit n'a été réalisée à ce jour : l'extraction étant souterraine, celle-ci ne génère pas de bruit pouvant affecter les riverains. Par ailleurs, il est relevé que le chantier de rénovation en lui-même génère davantage de bruits que la découpe des matériaux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra procéder à la mise à jour du plan d'exploitation à une fréquence annuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Règles d'implantation et d'aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 2.1 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> « La distance entre l'exploitation et tout cours d'eau doit garantir la stabilité des berges. Elle ne peut être inférieure à 50 mètres vis-à-vis des cours d'eau ayant un lit mineur d'au moins 7,50 mètres de largeur. Elle ne peut être inférieure à 10 mètres vis-à-vis des autres cours d'eau. Les bords des excavations de la carrière sont tenus à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété des tiers et de l'emprise des éléments de surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique. [...] »
<b>Constats :</b> Aucun cours d'eau n'est situé dans les abords immédiats du site. L'extraction ne se fait que sur des galeries existantes, en pieds de bancs. Les galeries sont situées, au vu du plan présenté, à plus de 10 m des limites de la parcelle sur laquelle est implantée la carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Accessibilité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 2.5 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Implantation – Aménagement
<b>Prescription contrôlée :</b> « Le site de l'exploitation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. »
<b>Constats :</b> Le site dispose d'accès accessibles aux services de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Contrôle de l'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 3.2 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exploitation – Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« L'exploitant doit contrôler l'accès à la carrière. L'accès à toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords de ces zones, d'autre part, à proximité des zones clôturées. »</i>
<b>Constats :</b> L'accès à la carrière ne peut se faire que depuis la forteresse, qui dispose d'une grille d'accès. Par ailleurs, une chaîne est présente à l'entrée de la carrière afin de matérialiser l'interdiction d'entrer. Le gérant de la société BPNR indique qu'il est la seule personne à procéder aux extractions, et que l'un de ses salariés est affecté à la découpe des blocs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Propreté**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 3.4 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation – Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« L'ensemble du site doit être maintenu propre, notamment de manière à éviter les amas de matières polluantes, de matériaux extraits et de poussières. »</i>
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, le site est dans un état globalement propre. Les matériaux sont stockés dans les douves du château en attendant leur utilisation dans le cadre de la rénovation. Les déchets d'extraction sont stockés en partie à l'entrée de la carrière, ainsi que sur une autre parcelle à proximité, dans l'attente de terminer les extractions et de pouvoir combler les galeries avec.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : État des stocks de produits – Registre des sorties**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 3.5 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation – Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« L'exploitant tient à jour un registre indiquant le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et, s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme agréé chargé du contrôle périodique. Un bon de sortie dûment complété et signé par la personne en charge de l'extraction est joint au registre. La présence sur l'ensemble du site de matières dangereuses explosives est interdite. »</i>
<b>Constats :</b> Comme indiqué ci-avant, les matériaux sont extraits et découpés par un prestataire pour le compte de l'exploitant, qui utilise directement sur le site les matériaux pour la rénovation du bâtiment. Depuis le début de l'activité, l'extraction a porté sur 467,1 m <sup>3</sup> de matériaux bruts, soit

<p>28 m<sup>3</sup> de matériaux net, auquel s'ajouteront les 5 m<sup>3</sup> en cours. L'exploitant justifie ce taux du fait de la présence d'une faille qu'il a fallu traverser afin d'accéder au gisement de qualité. Les premières extractions n'ont ainsi pas pu permettre d'obtenir des blocs exploitables.</p> <p>Aucune substance explosive n'est stockée dans la carrière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Conduite de l'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 3.7 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Exploitation – Entretien
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation.  Le décapage est réalisé de manière sélective de façon à ne pas mêler les terres végétales aux stériles.  Les terres végétales et les stériles sont stockés séparément et réutilisés intégralement pour la remise en état des lieux.  L'exploitation des matériaux a lieu hors d'eau.  Le mode d'exploitation est exclusivement mécanique. Les tirs de mines et les tirs de fragmentation sont interdits. La hauteur des fronts de taille est limitée à 4 mètres.  Les opérations de traitement des matériaux n'auront pas lieu sur le site.  L'exploitation des matériaux a lieu exclusivement entre 7 heures et 22 heures. Elle est interdite les dimanches et jours fériés. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'extraction étant souterraine, aucun décapage n'est réalisé.</p> <p>Le jour de l'inspection, la carrière n'était pas en eau.</p> <p>L'extraction ne se fait qu'à la haveuse, aucun explosif n'est utilisé.</p> <p>La seule opération de traitement est la découpe des blocs. Celle-ci est effectuée dans les douves du château, à l'extérieur de la carrière.</p> <p>Le prestataire intervient en semaine (hors week-end et jours fériés) de 8 h à 16h30. L'activité d'extraction se fait durant environ 4 h par jour.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/12/2006, article 4.7 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance des utilisateurs de la carrière par un affichage placé judicieusement sur le site. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir de carburant ;</li> <li>• les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>• la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable de l'installation, des services d'incendie et de secours, etc. ;</li> <li>• l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »</li> </ul>
<b>Constats :</b>

Un affichage est présent au niveau de l'activité de découpe, et décrit les actions à mettre en œuvre en cas d'accident du travail (contact sur site, numéro des secours).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'affichage devra être complété afin de comporter l'ensemble des éléments listés ci-dessus.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois